

Contradictions

Selon certains, un oui le 24 novembre prochain représente "une invitation sans risque", juste l'occasion de lancer le débat. Ce serait un peu comme lorsque votre garagiste vous invite pour essayer une nouvelle voiture. Il sera plus tard bien assez tôt, si l'on ose dire de se prononcer sur le fond. Quelques semaines après, on apprend que les milieux favorables au nouveau canton s'engageront dans une "campagne aux allures de tout pour le tout" (Journal du Jura du 28 février). Il est question d'un budget de 1.2 millions. Rapporté au nombre d'habitants, les 8 millions engagés par Economiesuisse pour combattre l'initiative Minder, avec l'issue que l'on connaît, sont mesquins.

De deux choses l'une, ou bien la votation du 24 novembre n'engage à rien, et dans ce cas les Jurassiens mériteraient le prix du gaspillage, version excellence, où l'enjeu est proportionnel au budget, dans ce cas on raconte des salades quand on nous dit que cette votation n'engage à rien.

On a aussi juré ses grands dieux que la votation à venir n'avait rien, mais strictement rien à voir avec l'ancienne question jurassienne. Mais la Fondation pour la réunification contribuera massivement à cette campagne. On ne voit pas une fondation financer une action qui ne correspondrait pas à ses statuts. De plus, les communes de Delémont et Porrentruy ont décidé de financer ces actions. Est-il d'usage, en Suisse, que l'argent des contribuables soit utilisé pour financer des campagnes politiques ? Et qui plus est, dans un canton voisin ?

La votation du 24 novembre sera décisive; elle créera une situation irréversible. Ceux qui n'ont pas le courage d'en assumer les véritables enjeux se discréditent totalement. L'Assemblée interjurassienne a énuméré de façon précise les conditions nécessaires à la viabilité d'un nouveau canton : réduction drastique du nombre des fonctionnaires et simplification de l'administration. Le débat sur la forme du nouveau canton a déjà eu lieu, et ses résultats ne plaisent manifestement pas. En voulant maintenant faire croire que la proposition de l'AIJ n'aurait été qu'une piste parmi d'autres, on trompe le monde; il n'y a pas de marge de manœuvre.

Francis Daetwyler
Député
Vice-président du comité Notre Jura bernois

Le 7 mars 2013